

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 22 AVRIL 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 24/240</b>  <b>CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL DANS LE CADRE DU PLAN LOGEMENT D'ABORD - ANNEE 3 - 2023-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/240**

**BUREAU DU 22 AVRIL 2024**

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA  
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
ET L'ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL  
DANS LE CADRE DU PLAN LOGEMENT D'ABORD -  
ANNEE 3 - 2023-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°21/09/302 du 30 septembre 2021,

**VU** la délibération n°22/09/239 du 29 septembre 2022 relative à l'avenant n°1 à la convention,

**VU** la délibération n°23/09/251 du 28 septembre 2023 relative à l'avenant n°2 à la convention,

**VU** le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

**VU** la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 Janvier 2021,

**VU** la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour les années 2021, 2022 et 2023,

**VU** l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 21 septembre 2023,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions,

**CONSIDERANT** que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

**CONSIDERANT** qu'il convient de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de la poursuite de ce partenariat, visant à coordonner et mettre en œuvre le plan métropolitain « Logement d'abord »,

Et après en avoir délibéré,

## DECIDE

### ARTICLE 1

**D'ADOPTER** l'exposé qui est présenté dans la convention dont la décision fait l'objet.

### ARTICLE 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Association Varoise d'Accueil Familial dans le cadre du plan logement d'abord.

### ARTICLE 3

**D'ATTRIBUER** à l'Association Varoise d'Accueil Familial une subvention de 42 500€ (quarante-deux mille cinq cents euros) au titre de l'année 2024.

### ARTICLE 4

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice 2024, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 13  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0

# **CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL DANS LE CADRE DU PLAN LDA – année 3**

## **ENTRE**

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la Décision Président n° ..... du ..... ;

ci-après désignée « la Métropole »,

d'une part,

## **ET**

L'Association Varoise d'Accueil Familial sise 274 avenue Amiral Collet -83000 TOULON, représentée par Madame Nathalie AUBERT, sa Présidente dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration,

ci-après désignée « l'AVAF »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

En 2020, la Métropole a été retenue dans le cadre de l'Appel à manifestation d'intérêt « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord » (AMI 2).

Une convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Etat et la Métropole a couvert la période de 2021-2023. Une seconde convention entre l'Etat et la Métropole a validé une année supplémentaire, l'année 2023-2024, dite année N3, permettant de poursuivre les actions en cours. Cette convention décline le plan d'action partenarial métropolitain.

Il s'établit autour de trois axes :

1. Le premier répond à l'enjeu d'une coordination renforcée reposant sur un état des lieux partagé afin d'être plus efficace dans nos actions, il tend vers :

- L'optimisation des moyens existants en garantissant l'accès au droit et l'accès aux dispositifs,
  - Une meilleure connaissance des problématiques et une interconnaissance des professionnels,
  - Favoriser une articulation au-delà des logiques de guichet, via un renforcement et une évaluation des parcours et de l'efficacité des dispositifs,
  - Développer la participation citoyenne et l'innovation en matière de participation numérique-inclusive.
2. Le deuxième définit l'organisation de solutions complémentaires pour les publics prioritaires :
- En intervenant sur l'augmentation de l'offre adaptée et accompagnée permettant de garantir le logement comme socle de l'insertion sur le territoire,
  - En organisant l'orientation des publics établie sur des diagnostics et des critères uniformes,
  - En sécurisant les parcours résidentiels et la prévention des ruptures, notamment en garantissant des médiations entre les bailleurs et les locataires,
3. Le troisième axe vise l'insertion socio-économique durable dans un logement via :
- Un soutien plus efficace, aux périodes charnières, notamment via des actions complémentaires en direction de l'insertion par la formation et l'emploi, notamment pour les jeunes,
  - Un partenariat renforcé avec des objectifs d'insertion par l'activité économique et par le logement en simultanée, mutualisant les dispositifs les plus adaptés, grâce à un plan d'accompagnement mobilisant le pouvoir d'agir des personnes.

L'AVAF met en œuvre des actions d'insertion par l'emploi et le logement, afin de favoriser l'accès et le maintien dans le logement de personnes et familles cumulant plusieurs difficultés financières, professionnelles, et sociales.

Son action s'inscrit dans la démarche du « Plan National logement d'abord » et plus précisément dans l'axe 3 de sa déclinaison Métropolitaine-MTPM, visant l'accompagnement global et multithématique, notamment via l'accès à un logement durable et à un emploi d'insertion des personnes en grande précarité.

Il s'agit d'accélérer l'accès à un logement durable en proposant simultanément un emploi d'insertion pour les publics les plus fragiles, sans logement et sans emploi, et déployer l'action « Impulsion-AVAF » sur le territoire métropolitain.

Compte tenu de l'expertise de l'association, de l'intérêt de cette action, la Métropole s'engage à soutenir financièrement le renforcement de celle-ci, suivant les orientations définies dans le plan d'action de l'AMI 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord ».

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :**

### **ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION AVAF**

L'AVAF s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022-2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de son action.

Forte d'une expérimentation lancée en 2021 sur un autre territoire du Var, donnant d'ores et déjà des résultats positifs, l'AVAF souhaite proposer une démarche globale d'insertion sociale et professionnelle sur le territoire métropolitain.

L'action repose sur plusieurs dispositifs qui visent l'insertion globale :

- un atelier d'adaptation à la vie active « AVA »
- un chantier d'insertion
- des logements en intermédiation locative ou en logement ordinaire.

Pour cela l'association s'engage à :

-Créer au sein des locaux situés 72-74 Avenue Frédéric Mistral 83500 LA SEYNE SUR MER l'atelier de Façonnage conditionnement (travaux d'aménagement à prévoir).

-Mutualiser les financements existants, promouvoir leurs complémentarités, rechercher des financements supplémentaires si nécessaire, notamment dans l'articulation avec les chantiers d'insertion et l'intermédiation locative.

-Elaborer une procédure de prescription et de mise en œuvre du parcours global.

-Recruter un encadrant technique chargé d'encadrer la production et la mise en situation de travail des personnes en atelier « AVA » et des personnes en CDDI engagées dans le projet Impulsion.

-Réaliser les chantiers.

-Rechercher des clients dans les zones industrielles de la Métropole.

-Evaluer l'impact des ateliers « AVA » et des chantiers d'insertion.

Les objectifs opérationnels sont :

1/ Accélérer l'accès à un logement durable en proposant simultanément un emploi d'insertion pour les publics les plus fragiles (10 contrats en CDDI).

2/ Déployer l'action « Impulsion-AVAF » sur le territoire métropolitain pour un effectif des 10 suivis en file active.

Le dispositif permet aux personnes de s'inscrire dans un parcours d'inclusion offrant immédiatement les prérequis principaux à leur réussite (logement, travail). Pour les

plus fragiles, le cheminement AVA, CDDI, et logement est un vecteur d'inclusion qui s'adapte à leur temporalité au regard des difficultés individuelles.

Au regard des difficultés architecturales et de recrutement rencontrées par l'association, l'atelier AVA ne sera opérationnel qu'au second semestre 2024. Le financement de 22 500 €, alloué en 2022, a été utilisé pour réaliser la 1<sup>ère</sup> tranche de travaux d'aménagement de l'atelier « *façonnage conditionnement* » de 100m<sup>2</sup> qui sera dédié à l'atelier à la vie active (AVA). Afin de poursuivre et terminer l'aménagement de cet espace et de lancer l'AVA, l'association a besoin du financement budgété pour l'année 2 du plan LDA et reporté sur l'année 3 (c'est-à-dire 2024), soit 42 500€.

Dans l'attente de l'ouverture de l'atelier, l'AVAF s'engage à poursuivre un travail de sensibilisation des partenaires, en proposant aux structures d'hébergement pour personnes relevant de ce dispositif, un contrat de travail et un accès direct au logement, comme en témoigne son bilan 2023. L'association s'engage également à poursuivre son travail de prospection pour trouver des débouchés de la production de l'atelier auprès des entreprises et organisations privées et publiques de son bassin économique.

## **ARTICLE 2 : EVALUATION DE L'ACTION**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

S'agissant d'un renforcement d'action dans le cadre du « Plan logement d'Abord » métropolitain au titre de l'insertion des personnes en grande précarité, l'évaluation de l'action évoquera sa mise en œuvre, ses réalisations (nombre d'ateliers, de chantiers et personnes concernées), son impact sur les bénéficiaires et l'opportunité de son renouvellement et/ou de son adaptation.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité à date du 31/12 de l'année, rendu au 15 janvier de l'année suivante l'année d'exercice de l'action.

Par ailleurs, afin d'évaluer cette action, l'association s'engage à mettre en place les outils de reporting permettant de suivre l'action via les indicateurs suivants :

- nombre de personnes inscrites dans le dispositif
- nombre de personnes orientées vers le logement de droit commun
- nombre de personnes orientées en emploi
- déterminants sociaux et santé traités au cours du parcours
- nombre d'abandons du dispositif par les bénéficiaires

Le coordonnateur du « Plan logement d'Abord » Métropolitain exerce le suivi et l'évaluation de l'action en coordination avec le Département.



### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'AVAF par le versement d'une subvention d'un montant total de 42 500 €.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

Au regard du retard pris par l'association, pour des raisons diverses, explicitées dans le bilan 2023, et par la période de tuilage due au changement de directeur : la présente convention est conclue pour 9 mois à compter d'avril 2024 pour se terminer au 31 décembre 2024.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'AVAF tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'AVAF s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du règlement N° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 8, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

#### **ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Le montant de la subvention est arrêté à un montant de **42 500€ (quarante-deux mille cinq cents euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2024, suite au mandat de rattachement qui a permis de reporter l'engagement 2023 sur 2024.

Le versement se fera à 100% à la signature de la convention.

Le comptable assignataire est le service de gestion comptable de Toulon.

La subvention sera mandatée et créditée, dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, sur le compte ouvert au nom de l'AVAF par virement bancaire.

#### **ARTICLE 8 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

#### **ARTICLE 9 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des biens mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

#### **ARTICLE 10 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION**

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile au siège Métropole Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS.30536, 83041 TOULON Cedex 9.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 13 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

**Jean-Pierre GIRAN**

La Présidente de l'AVAF

**Nathalie AUBERT**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

Julien COLLET, DG

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation .....

AJAF

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 26 Mars 2024 à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Julien COLLET

Signature



**ASSOCIATION VAROISE  
D'ACCUEIL FAMILIAL**  
Administration Générale

Alcyon 1

274 avenue Amiral Collet - 83000 TOULON  
Tél: 04.94.14.50.49 Fax 04.94.39.01.44